

*/// Lettre de l'Union*

**Bimestriel - n°8 - Juin 1999**

Le mot du président

A la Une : Dr Gilles Degois

L'entretien : Dr Richard Hono

Le dossier du mois : le SROS

Le chiffre : pollution de la région parisienne

Vaccicarte : l'Union soutient le lancement en Ile-de-France

Le point sur... la carte SESAM Vitale

Le reportage : Profession médecin de ville

Vie pratique : Formations à l'informatique

## Ensemble

Isolés dans nos cabinets médicaux, nous serons la proie de tous les prédateurs, vendeurs, acheteurs, assureurs, fournisseurs, collecteurs d'impôts ou de taxes diverses.

Ensemble, nous tous les médecins franciliens, nous pouvons construire des instruments communs pour réduire nos charges, regrouper nos achats, mieux gérer nos dépenses professionnelles et aussi mieux soigner nos malades. Un système permettant de transmettre en toute sécurité des informations sensibles sera indispensable pour transmettre des images médicales en respectant les obligations du secret professionnel. Un tel système nous manque déjà pour aider chaque praticien à gérer de façon rationnelle son cabinet (recalculer et optimiser sa taxe professionnelle, suivre la législation du travail et gérer la carrière de notre personnel, négocier nos fournitures...). Les charges qu'on nous impose ont atteint un niveau intolérable comme le montre très bien la Commission Conditions d'Exercice de l'Union présidée par le Docteur Gérard Zeiger. Il est plus qu'urgent d'améliorer notre gestion et l'Union Régionale des Médecins Libéraux d'Ile de France a l'ambition d'y contribuer activement en fournissant les moyens aux médecins franciliens de coordonner leurs efforts.

Un réseau informatisé sécurisé et réservé aux médecins de notre région sera un des instruments de cette communication entre nous. Nous en élaborons le projet qui vous sera présenté à la rentrée. En attendant, toutes vos suggestions et réflexions nous seront utiles pour l'affiner pendant les vacances d'été : n'hésitez pas à nous les transmettre!

Bonnes vacances!

A bientôt!

[Docteur Bernard Huynh](#)

Président

***[cliquez ici pour revenir d'où vous venez](#)***

## Dr Gilles Degois

### Un dermatologue au service de l'Afrique

Entre l'Assemblée nationale et le quartier Saint-Germain des Prés, le cabinet du Dr Gilles Degois est plutôt cossu. Installé dans le 7<sup>ème</sup> arrondissement de Paris, le dermatologue aime manifestement les meubles de style. Mais un rapide coup d'œil permet de repérer des tableaux un peu inédits dans un tel décor. Dans la bibliothèque, trône en effet la photographie d'une maison au toit de paille. *"C'est le cabinet du premier médecin de campagne sénégalais que nous avons aidé à l'installer en pleine brousse, à 600 km de Dakar."* Ce simple objet témoigne de quatre ans de travail.

#### Une révélation

En février 1995, le Dr Gilles Degois a en effet créé le Kinkeliba (1). *"Cette association d'aide au développement médical n'a rien à voir avec les ONG que nous connaissons. Notre structure, elle, fonctionne à 100% avec des dons du privé et tout part sur le terrain"*, insiste le Dr Degois. Ses premiers pas en Afrique, il les fera en 1994 pour vérifier un pressentiment : ce continent ne pouvait être seulement une terre de génocide, de meurtres et d'épidémies. *"Je suis donc allé chez les bonnes sœurs au fin fond de la brousse sénégalaise. Et là j'ai assisté à une consultation prénatale avec 37 femmes qui représentaient 400 enfants dont 200 étaient morts. Cette expérience a chamboulé le reste de mon existence."*

#### Une association florissante

Depuis, le Kinkeliba est né et l'association présidée par le dermatologue parisien a permis à une vingtaine de médecins de partir en mission. Sur place, qu'ils soient ORL, gynécologues ou pédiatres, les "missionnaires" du Kinkeliba vont soigner. *"Nous sommes des médecins et nous le revendiquons. En aucun cas, souligne le président de l'association, nous ne sommes là pour critiquer le système de santé local et encore moins pour nous y substituer."* C'est essentiellement en Afrique de l'Ouest que le Kinkeliba a choisi d'intervenir. Après quelques petites heures d'avion, le médecin peut être immédiatement opérationnel et effectuer une mission de courte durée. Cette souplesse, le Dr Degois sait pertinemment qu'elle est indispensable. *"Les médecins libéraux n'ont pas les moyens de jouer les French Doctors, précise-t-il. Seuls les jeunes ou les retraités peuvent se permettre de partir un mois en mission, comme le demandent les organisations non-gouvernementales. Cependant, il faut reconnaître que le plan Juppé a nettement freiné les ardeurs des libéraux."*

#### Une ouverture d'esprit

De son côté, le Dr Degois part tout de même trois ou quatre fois par an et il semble que ses patients comprennent tout à fait que le cabinet soit fermé à ces moments-là. D'autant que l'expérience humanitaire *"enrichit les capacités d'écoute. Certains patients sont presque gênés de me montrer leurs petits maux. Mais le fait d'être confrontés à des pathologies lourdes et*

*Afrique ne risque pas pour autant de me conduire à négliger mes patients parisiens.*" Quand on s'occupe plus particulièrement de cancérologie en ville et à l'hôpital comme le Dr Gilles Degois, le danger est en effet minime. De retour à Paris, le dermatologue retrouve donc ses patients sans éprouver le moindre décalage mais l'Afrique reste malgré tout très présente à son esprit. Dès que l'occasion lui est donnée, le Dr Degois plaide pour que *"les instances représentatives de la profession que ce soit l'Ordre ou les Unions-favorisent davantage les relations internationales"*. *"Pour aider nos confrères des pays du Sud, nous pourrions tout à fait imaginer d'inciter par exemple les praticiens prêts à prendre le Mica à partir en mission."* Si les idées ne font pas défaut au Dr Gilles Degois, il ne manque pas non plus de projet. La construction d'une deuxième maison médicale de brousse est en gestation, mais aussi un bateau-hôpital sur le fleuve ou encore la médicalisation de deux wagons de chemin de fer sur le trajet Dakar-Bamako.

### **Lucie Lartigue**

1. Kinkeliba : plante d'origine subsahélienne aux vertus médicinales multiples.

L'Union Régionale présente toutes ses félicitations au [Dr Christian Bourhis](#), médecin généraliste. Président du CRFMC Ile-de-France, Vice-Président de l'Union et Vice-Président du Conseil départemental de l'Ordre du Val d'Oise il a été nommé au grade de chevalier de l'Ordre National du Mérite pour ses 22 années d'activités professionnelles et sociales sur proposition de Monsieur Bernard Kouchner, Secrétaire d'Etat à la Santé et à l'Action Sociale.

***[cliquez ici pour revenir d'où vous venez](#)***

Dr Richard Hono :

**" Le médecin généraliste se trouve au cœur du système social"**

A l'heure où les députés viennent d'approuver un projet de loi sur les soins palliatifs, des médecins de terrain ont déjà bien avancé sur ce sujet. Le Dr Richard Hono, généraliste dans les Yvelines, travaille à la création d'un réseau de soins palliatifs et à bien d'autres projets.

**La Lettre de l'Union - Quelle est votre réaction quand vous voyez que les députés ont voté à l'unanimité un projet de loi sur les soins palliatifs ?**

*Dr Richard Hono - C'est évidemment très satisfaisant mais nous savons aussi qu'entre un vote et la réalisation pratique, de nombreux mois peuvent s'écouler. C'est pour cela que l'on a commencé à monter une association avec des paramédicaux et des médecins hospitaliers. Aujourd'hui, fort de cette expérience de terrain, nous souhaitons créer un réseau. C'est d'ailleurs la caisse qui nous incite. Bien sûr, monter un réseau n'a rien d'évident mais travaillant dans un gros cabinet de groupe au Chesnay, j'ai aujourd'hui un bon tissu de relations.*

**Votre exercice dans l'un des plus importants cabinets de groupe de la région parisienne vous permet-il de réaliser plus facilement vos projets ?**

*Si il y a douze ans j'ai fait ce choix de travailler en groupe, c'est tout d'abord parce que la cohabitation avec de nombreux spécialistes vous permet d'évoluer médicalement. Chez nous, la formation médicale continue n'est pas un problème. Elle fait vraiment partie du quotidien. Nous sommes tout de même vingt-six praticiens répartis sur deux étages. En outre, dans le but de toujours rendre service au patient, l'exercice en cabinet de groupe nous rend efficace plus rapidement. Quand un patient arrive avec une suspicion de phlébite, vous pouvez lui faire un doppler tout de suite. Finalement, cet échange permanent favorise l'évolution, les différentes initiatives que je peux avoir.*

**L'une de vos initiatives fut aussi de vous investir auprès de jeunes cas sociaux. Quel est le rôle du médecin là-dedans ?**

*Vous savez quand on est médecin généraliste, on se trouve au cœur du système social. Et même quand votre cabinet se trouve, comme moi, au Chesnay, dans une ville pas trop défavorisée. J'ai commencé à parrainer une maison qui accueillait des enfants placés par la DDASS après décision judiciaire, donc des vrais cas sociaux. Je me suis rendu compte qu'il manquait cruellement de places pour ces enfants. Il y a cinq ans, j'ai donc monté ma propre petite structure. Je voulais qu'elle garde une ambiance familiale et qu'elle soit située dans une ville sans problèmes sociaux majeurs pour que ces enfants aient l'exemple d'autre chose. Notre association "Etre enfant" accueille aujourd'hui 21 enfants, et essentiellement des fratries. Moi, je suis président de l'association mais je suis aussi le médecin de ces enfants. Avec eux, je rentre dans un monde qui m'échappait totalement. J'ai beaucoup appris sur le développement psychologique et affectif. Autant dire, que quand un adulte vient me voir dans mon cabinet, je suis mieux à même de repérer ces difficultés et de l'aider plus efficacement.*

**Lucie Lartigue**

*[cliquez ici pour revenir d'où vous venez](#)*



*coordonner les actions entre le privé et le public. Mais nous n'avons pas vraiment retrouvé cette préoccupation. Et les mauvaises habitudes demeurent, où chaque établissement cherche à attirer, pour des questions de tarification, un maximum de femmes enceintes, sans tenir compte des efforts de planification."*

Même déception chez le Dr Claude Pizzolato, généraliste dans le XVème arrondissement de Paris et très attentif à la question des urgences. *"J'ai le sentiment que l'on repart vers les mêmes erreurs que pour le SROS première génération, analyse-t-il. Les pouvoirs publics veulent à tout prix conserver des urgences de proximité, mais ne se donnent pas les moyens d'avoir de bons services, avec de vrais urgentistes. C'est vrai que de telles structures sont coûteuses. Mais si on laissait aux libéraux la possibilité de s'organiser entre eux pour les urgences de proximité, en leur offrant des conditions financières décentes, alors les services hospitaliers pourraient se consacrer pleinement aux vrais urgences, sans les gaspillages que nous constatons aujourd'hui."*

Si ces débats sur le SROS furent l'occasion, pour la première fois, de vrais échanges entre libéraux, hospitaliers et représentants des autorités sanitaires, il y a visiblement encore du chemin sur le plan de la coordination des soins.

## Le SROS en bref

Discuté à partir du mois d'avril dans 25 bassins de vie, le SROS a ensuite fait l'objet, courant mai, d'un examen consultatif par les Conférences Sanitaires de Secteur, des instances qui réunissent dans chaque secteur sanitaire des représentants des Etablissements privés ou publics de ce secteur au niveau du département. Le document a été présenté mi-juin au Comité régional d'organisation sanitaire (CROS), un organisme paritaire (Etat, ARHIF, établissements) qui émet un avis sur la carte sanitaire. Soumis fin juin à la Commission exécutive de l'Agence Régionale de l'Hospitalisation d'Ile-de-France, il sera publié fin juillet. Adopté pour les années 1999-2004, le SROS se veut un outil de planification sanitaire, censé mieux organiser les soins et répondre à quatre priorités de santé publique (cancérologie, cardiologie, chirurgie, périnatalogie). Les soins de suite et de réadaptation, la psychiatrie, l'accueil et le traitement des urgences ont déjà été fait l'objet d'un schéma en 1998.

Dans tous ces domaines, les travaux ont fait ressortir deux impératifs : la nécessité d'une meilleure évaluation des soins délivrés, et une organisation plus harmonieuse des différents intervenants, notamment publics et privés.

**Pierre Mongis**

[cliquez ici pour revenir d'où vous venez](#)



## Un sur deux

Le diagnostic effectué par le Plan régional pour la qualité de l'air (PRQA), auquel participe l'Union, n'est pas rose. Une personne sur deux habitant dans la région parisienne serait exposée à des niveaux excessifs de dioxyde d'azote, un polluant d'origine essentiellement automobile. A ce score, il faut ajouter celui concernant les personnes travaillant en Ile-de-France. Un tiers d'entre eux subissent ce taux anormal de pollution. Cependant, les rapporteurs du PRQA francilien tiennent à relativiser ces chiffres. En effet, la région n'est pas plus mal lotie que les autres grandes métropoles européennes en ce qui concerne la pollution atmosphérique. Il n'en reste pas moins que le dioxyde d'azote est le polluant le plus présent, celui-là même dont les liens avec les maladies respiratoires ont été prouvés. Le PRQA souligne également que l'Ile-de-France doit relever le défi du benzène (peinture, essence, vernis...), ce polluant cancérigène pour l'homme. Les taux enregistrés dans la région sont supérieurs aux normes fixées par décret gouvernemental.

L.L.

[cliquez ici pour revenir d'où vous venez](#)

## Vaccicarte +

Dans le cadre de ses missions de prévention et actions de santé publique, l'Union soutient le lancement de Vaccicarte en Ile-de-France.

Cette carte de gestion de la vaccination et des actes de prévention, à lire sur votre ordinateur, comporte uniquement des données non confidentielles (dates et références des actes réalisés et à faire).

Distribué par le médecin lui-même à ses patients, cette carte à puce a été développée en collaboration avec Pasteur Mérieux MSD et Gemplus, leader mondial de la carte à puce.

Vaccicarte permet au médecin :

- De signifier, une fois de plus, que les médecins libéraux sont des acteurs incontournables en santé publique,
- De disposer d'un lecteur multiscarte gratuit et compatible CPS et SESAM Vitale
- Vaccicarte permet à l'Union d'enrichir son réseau d'information, d'organiser la surveillance des couvertures vaccinales et de publier les résultats de ses observations.

Un courrier de l'Union vous présentera dans le détail vos conditions de participation dans les tous prochains jours.

[\*cliquez ici pour revenir d'où vous venez\*](#)

## ...La carte SESAM Vitale

### **Entretien avec Laure Pellegrini, directeur de la CPAM de Seine-et-Marne**

*"Nous croyons en Vitale"*

Directrice de la CPAM de Seine-et-Marne, Laure Pellegrini admet les débuts modestes de la carte Vitale en Ile-de-France. Mais elle veut croire en son succès, avec le soutien des médecins.

#### **La Lettre de l'Union - Un mois après la diffusion de la carte Vitale dans la région, quel premier bilan faites-vous de ce démarrage ?**

**Laure Pellegrini** - *Début avril, nous avons une vingtaine de médecins qui télétransmettaient de façon effective, et 70 d'entre eux avaient pris rendez-vous pour se renseigner. A l'époque, on comptait 1700 feuilles de soins télétransmises. Certes, c'est un début modeste, mais n'oubliez pas que l'Ile-de-France a été la dernière à recevoir la carte Vitale. En Seine-et-Marne, il y a eu 620 000 cartes diffusées avec succès, puisque nous avons eu un taux de retour inférieur à 1%. Par ailleurs, il y a actuellement 400 cartes CPS diffusées et 300 en commande. C'est un chiffre honorable, d'autant que le Conseil de l'Ordre des médecins, dans le département, ne s'est pas opposé à leur diffusion.*

#### **Comment comptez-vous convaincre la majorité des médecins qui sont encore hostiles à la télétransmission ?**

*D'abord, je pense que nous n'avons pas besoin de les convaincre sur l'intérêt civique de cette modernisation de l'assurance maladie, pour eux comme pour les patients. Ensuite, je crois qu'il faut prendre le temps de leur expliquer. Je reconnais que le système n'est pas encore fiable à 100%, que les médecins ont été échaudés par des problèmes techniques que nous avons également subis, comme des cartes CPS mal conçues, et qu'il a fallu renvoyer au fabricant. Dans le département, la caisse a organisé près de 20 réunions d'information, qui ont attiré 700 médecins libéraux sur les 1800 que compte la Seine-et-Marne. De plus, nous avons installé 12 correspondants de proximité, qui viennent assister le médecin à son cabinet en cas de problème.*

#### **Etes-vous optimiste sur le déploiement de Sesam-Vitale?**

*Oui, car même si c'est une révolution qui démarre lentement, le rythme des télétransmissions ne cesse de s'accroître de semaine en semaine. Du côté des médecins, je crois que l'aide à la télétransmission qui leur est accordée va permettre de faire décoller la télétransmission. Il paraît normal que l'assurance maladie participe aux frais de maintenance du dispositif technique de télétransmission, et que les pionniers bénéficient de quelques avantages financiers. De surcroît, il est évident que les malades, lorsqu'ils se rendront chez leur médecin avec la carte, attendront de lui qu'il puisse télétransmettre. Quant aux peurs des médecins, qui craignent que l'informatisation n'augmente le contrôle effectué par les caisses, je veux les*

*rassurer. Les informations, nous les avons déjà aujourd'hui, simplement, nous en disposerons plus rapidement. J'estime tout à fait légitime qu'il y ait un partage de cette information, de façon à ce que la profession dispose elle aussi de certaines des données issues de l'informatisation, pour participer à l'évaluation des pratiques.*

**Propos recueillis par Lucie Lartigue**

### **Des chiffres**

131 médecins inscrits en Ile-de-France

taux de progression : + 6,5 % par semaine

12 568 feuilles télétransmises

taux de progression : + 13,5 % par semaine

[\*cliquez ici pour revenir d'où vous venez\*](#)

## Profession médecin de ville

*"Être médecin dans ce département? C'est d'abord aimer les contacts avec les patients. En Seine-Saint-Denis, les médecins font beaucoup de social, pour aider les patients dans leurs démarches administratives." Le Dr Roueff, est président d'Unior 93, le seul syndicat polycatégoriel du 93. "Notre syndicat a une particularité. Il est tri-appartenant aux grandes centrales syndicales. Cela n'empêche pas les débats, mais les médecins libéraux sont unis autour d'une même idée : optimiser la prise en charge des patients."*

En Seine-Saint-Denis, les médecins sont satisfaits d'exercer une médecine riche et variée

Avec 1,4 millions d'habitants, 40 communes, et de réels problèmes sanitaires liés au plus fort taux de chômage de l'Ile-de-France, la Seine-Saint-Denis offre l'image d'un département à multiples facettes. Jeune, urbain, il rassemble des populations d'origines et de catégories sociales très diverses. *"Dans ma commune, l'habitat est plutôt résidentiel. Les problèmes de soins ne sont pas tout à fait les mêmes que dans le nord"*, illustre le Dr Roueff, installé au Pré-Saint-Gervais. A Saint-Denis, par exemple, l'activité des généralistes tourne beaucoup autour des questions du sida et de la toxicomanie.

A Rosny-sous-Bois, le Dr Fournier, lui, se déclare satisfait de ses conditions d'exercice, qui lui permettent de soigner des personnes d'horizons très différents. *"Je suis implanté dans une zone de forte mixité sociale, explique-t-il. Il y a des personnes aisées des zones pavillonnaires, mais aussi de nombreux patients venus des grandes cités HLM. Là, les problèmes de soins sont souvent sérieux. Même si, heureusement, la plupart disposent de l'aide médicale gratuite, le travail de prévention est notre lot quotidien. Par rapport à certaines catégories de la population qui se conduisent souvent en consommateurs de soins, la notion de médecine de famille signifie quelque chose pour les personnes les moins aisées. En général, ils s'adressent rarement aux spécialistes sans me consulter. C'est très appréciable pour un généraliste."*

Comme beaucoup de ses confrères, le Dr Fournier s'engage justement dans des programmes de prévention collectifs. C'est le cas pour le dépistage du cancer du sein. *"Nous ébauchons actuellement un programme systématique de sensibilisation des femmes, entre 49 et 69 ans. En plus de la démarche de dépistage personnel, c'est un moyen de toucher largement des femmes qui n'ont pas toujours un niveau d'information suffisant pour le demander spontanément."*

### Un service d'urgence libéral bien rodé

Autre thème de mobilisation, les urgences de ville sont particulièrement bien organisées en Seine-Saint-Denis, alors qu'elles demeurent souvent un problème dans d'autres départements. *"Le système fonctionne depuis 20 ans, explique le Dr Siavellis, avant même la création du Centre 15. Une trentaine de médecins y sont impliqués, et couvrent tout le département. Grâce à ce système, les urgences fonctionnent sept jours sur sept et 24 heures sur 24."* A l'hôpital, un véritable cabinet de ville est installé, qui garantit un tri rapide et efficace entre les catégories d'urgence. Bien intégré par rapport aux missions de l'hôpital, qui limite son action aux urgences vitales, la garde de ville du 93 bénéficie d'un budget important, d'environ trois millions de francs, qui permet de rémunérer les régulateurs un C de l'heure le jour, et 1,5 C de l'heure la nuit. *"Ces moyens sont possibles, notamment grâce à l'action du Conseil général, qui fait beaucoup pour maintenir une bonne"*

organisation des soins", précise le Dr Siavillis.

### **Un bilan contrasté**

Enfin, Union 93 se démène pour proposer à ses mandants des sessions de FMC, malgré l'absence de règles à l'échelon national. *"L'an dernier, nous avons accueilli 600 confrères, dans des réunions aussi bien scientifiques, que professionnelles, avec notamment un fort investissement dans le domaine de l'informatisation"*, relève le Dr Roueff. Reste que si les médecins libéraux sont plutôt heureux d'exercer en Seine-Saint-Denis, tout n'est pas parfait, bien sûr. *"Nos relations avec les confrères hospitaliers sont parfois difficiles, admet le Dr Roueff. Nous avons encore du mal à travailler de façon harmonieuse dans les réseaux de soins, où les libéraux sont encore trop souvent mal considérés. Même si les choses s'améliorent, par exemple avec la possibilité pour plusieurs d'entre nous de travailler avec la faculté de médecine, pour la maîtrise de stage."* Le Dr Siavellis déplore, lui, le fait que de nombreux praticiens n'habitent pas le département, ce qui peut poser des problèmes en terme de disponibilité. De même, la féminisation croissante de la profession tend à réduire le nombre de visites effectuées chez les patients. *"Mais on ne peut nier qu'il existe de réels problèmes de sécurité"* indique-t-il.

### **Des recettes au-dessus de la moyenne**

Au total, les chiffres de recettes montrent que les médecins du 93 sont loin d'être les plus mal lotis de la région. En 1995, un généraliste affichait en moyenne des recettes de 459 000 francs, contre 421 000 francs à l'échelle de l'Ile-de-France (501 000 francs au niveau national). Et un spécialiste percevait en moyenne 773 000 francs de recettes, contre 674 000 francs en Ile-de-France (851 000 francs pour la France entière).

**Pierre Mongis**

[cliquez ici pour revenir d'où vous venez](#)

## Formations à l'informatique

Nous vous communiquons dans ce numéro une présentation des activités et des dates des associations de formation bénéficiant du Fonds d'Assurance Formation de la profession médicale proposant des stages informatiques en Ile-de-France et ayant répondu à notre appel. Vous êtes invités à rentrer directement en contact avec celles-ci pour obtenir davantage de renseignements.

### **A.C.F.M.**

POURQUOI PAYER VOS FORMATIONS LORSQUE C'EST DÉJÀ FAIT ?

L'ACFM vous propose des formations informatiques gratuites.

- Sur appel d'offres du Fonds d'Assurance Formation de la Profession Médicale (FAF PM)
- Financé par la contribution obligatoire des médecins à leur formation professionnelle

L'ACFM met **gratuitement** à la disposition des médecins Franciliens dans ses locaux 60 bld Latour Maubourg 75007 PARIS :

- son plateau technique fixe (12 Pentium II en réseau),
- ses programmes testés et validés,
- ses experts en informatique

Renseignements et inscriptions :  
60 bld Latour Maubourg 75007 Paris  
Tél. 01.47.05.63.05 fax 01.44.18.02.10

### **A.F.F.M.**

Créée en 1983 l'Association Fédérale pour la Formation des Médecins assure depuis 1997, grâce aux financements du FAF-PM, de nombreux stages de formations gratuits notamment en informatique.

Elle organise gratuitement des stages informatique d'une journée (le samedi) de 10 participants financés par le FAF-PM.

Prochaines dates :

- 5 Juin initiation à Windows 98
- 19 Juin EXCEL 7 : initiation
- 25 Septembre WORD 97 niveau 1
- 2 Octobre Critères de choix du matériel

- 16 Octobre WORD 97 niveau 2
- 6 Novembre EXCEL 97 niveau 1
- 20 Novembre EXCEL 97 niveau 2
- 4 Décembre Liens entre WORD et EXCEL
- Vendredi 10 Samedi 11 Décembre Traitement statistique des données épidémiologiques

Inscriptions :

AFFM  
60, rue Laugier  
75017 PARIS

Tél : 01 47 63 40 52  
Fax : 01 47 64 93 41

## **MG FORM**

L'informatisation des cabinets médicaux se met en place. Ce nouvel outil professionnel permet aux médecins généralistes d'utiliser un dossier médical informatisé mais les oblige aussi à télétransmettre leurs feuilles de soins sous un format électronique d'où l'intérêt de l'informatique communicante. Cette innovation permet les échanges de courriers électroniques et la recherche ou l'envoi d'informations dans des groupes de discussion.

Le cycle d'initiation et de perfectionnement à l'informatique communicante proposé se présente sous la forme de 4 modules de formation :

- **Module Internet outil de communication: messagerie forum**
- **Module utilisation des sites médicaux**
- **Module dossier médical et prescriptions sécurisés**
- **Module dossier médical et projet de soins individualise**

dates et lieux de ces formations à :

MG FORM Ile de France  
8/10 boulevard Jourdan  
75014 PARIS

Tel : 01 53 62 04 04  
Fax : 01 53 62 07 07

## **S.F.T.G.**

La Société de Formation Thérapeutique du Généraliste propose à Paris des formations sur iMac intitulées

- "l'informatique médicale au quotidien",



- "communiquer avec un ordinateur",
  - "utilisation d'un tableur" (perfectionnement),
  - "utilisation d'un traitement de texte" (perfectionnement),
  - "utilisation d'une base de données informatiques",
  - "initiation à la gestion d'un réseau".
- 
- utilisation d'une BDD vendredi 24 septembre
  - utilisation d'un TTX samedi 12, vendredi 25 juin, vendredi 1 octobre
  - communiquer avec un ordinateur internet vendredi 4 et samedi 5 juin, vendredi 17 et samedi 18 septembre
  - utilisation d'un tableur vendredi 11, samedi 26 juin
  - l'informatique médicale au quotidien (Initiation) vendredi 10 et samedi 11 septembre

Inscriptions :

Société de Formation Thérapeutique du Généraliste  
1, rue de la Butte aux Cailles -75013 Paris

Tel : 01.45.81.09.63

Fax : 01.45.81.09.81

#### **U. F. C. V.**

L'informatisation des dossiers médicaux est une nécessité vitale pour l'avenir de notre profession pour la gestion des dossiers, l'aide à la prescription, la comptabilité, l'évaluation des pratiques, mais aussi pour la négociation des lettres clés, l'épidémiologie, la santé publique.

L'Union nationale de Formation continue et d'évaluation en médecine Cardio-Vasculaire vous propose des

stages d'une journée, gratuits pour les cardiologues libéraux, et financés par le FAF PM, consacrés à des logiciels médicaux sous forme d'atelier de 6 personnes avec un ordinateur par personne et un formateur par groupe.

- Obligation de la CNIL
- Quelle informatisation pour le cabinet ?
- SESAM VITALE
- Caractéristiques générales d'un logiciel médical
- Présentation de 2 logiciels médicaux au choix : SICARD, AXILOG, MEDICLIK, CARDIOPRO

Prochaines dates :

- Juin : Samedi 12, 19, 26
- Juillet : Samedi 3 et 10, Vendredi 9

Inscriptions

28 Bd de la Bastille 75012 PARIS

Tél : 01.49.28.50.60

Fax : 01. 49.28.50.55

**A.F.M.L.**

Les formations de l'AFML tiennent compte des aspects techniques, juridiques et déontologiques liés à l'informatisation des cabinets médicaux et à la télétransmission.

Notre ambition est de vous faire découvrir l'informatisation du corps médical comme un outil et un "plus" professionnel, plus que comme une obligation stérile assortie de sanctions.

- Critères de choix d'un logiciel médical : jeu 17 juin
- Initiation aux réseaux informatiques et à la communication (niveau 1) : sam 26/06
- Initiation générale à l'informatique (niv. 0) : jeudi 3, ven 11, sam 19/06 (niv. 1) : dim 27/06
- Initiation à Word 7 (niv. 1) : ven 18/06
- Initiation à Works (niv. 1) dim 13/06
- Initiation aux Tableurs (niv. 1) : ven 25/06

**Renseignements :**

83, route de Grigny  
91136 RIS-ORANGIS CEDEX

Tel : 01.69.02.16.50  
Fax : 01.69.06.96.50

[\*cliquez ici pour revenir d'où vous venez\*](#)